

**Remise en cause du droit d'entrée à l'Université,
Désinformation de la part de la Présidence,
Répression policière...**



Mais que faut-il de plus pour faire grève ?

Depuis plusieurs mois, aux côtés des cheminot.es, des postier.es, des travailleur.ses de l'énergie, des professionnel.les hospitalier.es et d'autres secteurs en lutte, les étudiant.es se mobilisent en masse.

C'est que les raisons de se mobiliser ne manquent pas !

Au niveau national le gouvernement s'attache à détruire des services publics déjà grandement touchés par les gouvernements précédents. La Loi ORE est la déclinaison universitaire de ces attaques avec la remise en cause d'un des principes fondamentaux de l'Université française : son accès garanti par l'obtention du bac. La mise en place de la réforme Parcoursup entraîne aussi une augmentation des charges de travail pour les équipes pédagogiques et le personnel administratif.

La riposte étudiante s'organise depuis plusieurs mois et prend une ampleur inédite. A peine un an après l'élection d'Emmanuel Macron, **des dizaines de milliers d'étudiant.es s'organisent à travers la France** : assemblées générales, grèves, occupations, blocages, tout est mis en œuvre par la jeunesse estudiantine pour faire reculer le gouvernement.

A Grenoble le mouvement étudiant fait parler de lui, et pour cause ! 3 bâtiments entièrement bloqués depuis plus de 3 semaines auxquels s'ajoutent des blocages épisodiques, un bâtiment occupé, des assemblées générales à plus de 1000 étudiant.es, un comité de mobilisation, des manifestations, etc.

Toutefois dans cette mobilisation inédite à Grenoble depuis plus de 10 ans, nous faisons trois constats :

- la présidence de l'UGA fait le choix de la répression. Ces dernières semaines de contestation sont marquées par la **répression policière violente et quotidienne** qui s'abat sur les étudiant.es. On compte plusieurs dizaines de blessé.es à l'UGA depuis le 22 mars. Plus inquiétant encore, il est devenu banal de voir intervenir sur le campus grenoblois des policiers anti-émeutes, la brigade anti-criminalité et des sociétés privées de vigiles.

- Malgré le blocage de certains bâtiments, le travail du personnel administratif est maintenu *comme si de rien n'était*, alors même que ledit personnel n'a pas accès à son bureau et ses outils de travail. Ce procédé fait reposer l'importante dégradation des conditions de travail sur la mobilisation étudiante plutôt que sur la hiérarchie qui, par ce geste, tente de **faire monter la pression entre personnel de l'université et étudiant.es**.

- Du côté des personnels de l'UGA la mobilisation ne prend pas et les motions de soutien se limitent à des prises de positions saluées par les étudiant.es mais jugées largement insuffisantes au vu du contexte. Pourtant, le 12 avril 2018 ce sont 400 personnes réunies en assemblée générale des personnels qui ont voté le **soutien à la mobilisation étudiante** et à ses modes d'action. Aujourd'hui se pose la question de savoir

Quelle forme doit prendre ce soutien ?

Pour nous il convient d'**appeler à la grève illimitée au plus vite** car les personnels de l'UGA ne peuvent plus se contenter d'observer la mobilisation mais doivent se risquer à lutter, car c'est ce que font les étudiant.es depuis des semaines sans jamais baisser les bras malgré les pressions de la présidence, la répression policière et le couperet des partiels qui va tomber dans les jours à venir.

Etudiant.es et salarié.es, SOLIDARITÉ

Prochains rendez-vous :

Mardi 1^{er} mai : manifestation, départ 10h à la gare

A partir du Mercredi 2 mai : toutes et tous en grève

La grève est notre seule arme, utilisons-la !